

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

AUXERRE, le 13 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE

« Grande Sartie Colas »
89480 ANDRYES

Références : 230019
Code AIOT : 0005400641

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2022 dans l'établissement PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE, implanté au lieu-dit « Grande Sartie Colas » - 89480 ANDRYES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE
- « Grande Sartie Colas » - 89480 ANDRYES
- Code AIOT : 0005400641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La carrière PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE sise à Andryes a été autorisée en 2001. Son arrêté d'autorisation est arrivé à échéance en 2016. La procédure de cessation d'activité n'a pas été notifiée à l'inspection des installations classées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 30/07/2020, article 1	/	Astreinte	sans délai
2	Suspension d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 30/07/2020, article 2	/	Astreinte	sans délai

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure de 2020 n'a pas été respectée. Des traces d'intrusion ont fortement pollué le site par des déchets divers et variés, notamment des déchets non dangereux, non inertes. Il est impératif que le site soit nettoyé et mis en sécurité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/07/2020, article 1
Thème(s) : Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : La société PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE exploitant une carrière avec installations annexes, sise aux lieux-dits « Les Grands Taillis » et « Grande Sartie Colas » sur le territoire de la commune d'ANDRYES, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative dans le délai d'un an, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement.</p> <p>À cet effet, la société PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit déposer un dossier de demande d'autorisation complet et régulier en préfecture, - soit cesser ses activités et procéder à la remise en état prévue à l'article 24-2 de l'arrêté préfectoral du 16 août 2001, susvisé. <p>Les délais intermédiaires pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ; - dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ; - dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de dix mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (bon de commande à un bureau d'études etc.). <p>Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p>
<p>Constats : La carrière de la société PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE a été autorisée par un arrêté préfectoral arrivé à échéance le 16/08/2016. Une demande d'extension a été déposée en préfecture en 2016 mais n'a jamais abouti.</p> <p>Suite à l'inspection du 28/05/2020, ce site fait l'objet d'un arrêté portant mise en demeure et suspension d'exploitation.</p> <p>Par courrier en date du 28/08/2020, l'exploitant a fait savoir à l'inspection qu'il souhaitait déposer un dossier de demande d'autorisation complet et régulier en préfecture. Dans ce même courrier, il s'engageait à envoyer les premiers éléments avant le 30/09/2020.</p> <p>Au jour de la présente inspection, aucun dossier n'a été déposé. L'exploitant a fait savoir par téléphone que la carrière n'avait pas été exploitée depuis la précédente inspection et qu'il souhaitait faire une cessation d'activité.</p> <p>L'exploitant doit notifier à l'inspection la cessation d'activité et effectuer la remise en état du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : sans délai

N° 2 : Suspension d'exploitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/07/2020, article 2
Thème(s) : Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : La société PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE est tenue :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de respecter les dispositions prévues à l'article 13 de l'arrêté du 22 septembre 1994, modifié, susvisé : - dans un délai de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté, en fermant l'accès au site « Grande Sartie Colas » en l'absence de personnel de surveillance, - dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, en interdisant l'accès à toutes zones dangereuses du site « Les Grands Taillis » par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et en signalant par des pancartes le danger induit par la présence de blocs résultant d'anciens travaux d'extraction ; - de prolonger la garantie financière de la carrière sise au lieu-dit « Grande Sartie Colas » dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté en adressant au préfet un nouvel acte de cautionnement correspondant au montant actualisé de la dernière phase d'exploitation prévu à l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 août 2001 susvisé. <p>Constats : Les garanties financières à jour ont été transmises à l'inspection. L'acte de cautionnement est valable jusqu'au 01/09/2023.</p> <p>Le jour de l'inspection, aucun panneau interdisant l'entrée sur le site n'était présent. Le portail avait été manifestement forcé, l'exploitant avait remis un cadenas mais le portail ne tient plus dans ses gonds.</p> <p>D'après les constatations de la présente inspection, au moins trois intrusions ont eu lieu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un dépôt de déchets inertes (tuiles, carrelage, etc.) , - un dépôt de déchets divers dont beaucoup de verre et de l'électroménager qui ont été incendiés, - un dépôt récent d'ordures diverses et variées incluant des déchets ménagers. <p>L'exploitant doit impérativement prendre toutes les mesures nécessaires afin d'empêcher ces intrusions et mettre en sécurité son site. De plus, il devra également prendre les dispositions nécessaires pour nettoyer le site dans le cadre de l'autorisation ou de la cessation d'activité faisant suite à l'application de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure sus-mentionné.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : sans délai